

N° 5265³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

autorisant le Gouvernement à participer au financement des
travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la
station d'épuration de Hesperange

* * *

DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT

(17.5.2004)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 7 mai 2004 à délibérer sur la question de
dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

**autorisant le Gouvernement à participer au financement des
travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la
station d'épuration de Hesperange**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 6 mai 2004 et dispensé du second vote
constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 16 mars 2004;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par
l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 17 mai 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

